

Bulletin du FMI

CRISE FINANCIÈRE

Il faut faire davantage pour endiguer la crise mondiale, estime le FMI

Bulletin du FMI en ligne
Le 15 décembre 2008

- La détérioration des perspectives économiques mondiales se poursuit
- Les États doivent agir pour relancer le crédit et stimuler la demande intérieure
- Le FMI aide les marchés émergents frappés par les turbulences financières

Les autorités nationales doivent prendre de nouvelles initiatives coordonnées pour relancer les marchés financiers mondiaux et le crédit, estime le FMI, qui observe que les perspectives de l'économie mondiale continuent de se détériorer.

Dans un important discours prononcé lors de la conférence organisée par la banque centrale espagnole à Madrid pour commémorer le 50^e anniversaire de l'entrée de l'Espagne au Fonds monétaire international, M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a estimé qu'il fallait agir sur trois fronts pour empêcher que la récession actuelle ne se transforme en dépression mondiale. Il a préconisé :

- une intervention coordonnée des États sur les marchés financiers pour relancer le crédit et accompagner la recapitalisation des banques ;
- des mesures budgétaires pour compenser la chute brutale de la demande privée ;
- des injections de liquidités, dans les marchés émergents, pour réduire l'impact négatif du vaste mouvement de fuite des capitaux déclenché par la crise financière.

S'exprimant dans les termes les plus vigoureux qu'il ait utilisés depuis le début de la crise, M. Strauss-Kahn a rappelé que les gouvernements de par le monde ont adopté ce programme, l'approbation de plus récente ayant été donnée par le Groupe des Vingt (G-20) qui a réuni pays industrialisés et marchés émergents en novembre dernier à Washington. « Beaucoup de pays ont commencé à mettre ce plan en œuvre, mais les actions menées jusqu'à présent ne suffisent pas : il faut faire davantage », a-t-il estimé. Deux anciens directeurs généraux du FMI, MM. Michel Camdessus et Rodrigo de Rato, participaient aussi à cet [évènement](#).

Selon [les dernières prévisions des services du FMI](#), les principales économies avancées devraient accuser en 2009 une contraction de ¼ (en taux annualisé), qui sera la première enregistrée par ce groupe de pays depuis la dernière guerre mondiale. Le Premier Directeur général adjoint du FMI, [M. John Lipsky](#), a précisé toutefois que la vitesse de propagation de la crise conduirait sans doute l'institution à réviser à la baisse sa prévision de croissance de l'économie mondiale lorsque les nouveaux chiffres seront annoncés le mois prochain.

Rétablir la stabilité sur les marchés financiers

L'intervention des autorités nationales sur les marchés financiers devrait être claire, globale et coordonnée, a indiqué M. Strauss-Kahn. « L'action des autorités doit répondre à un objectif précis de façon à ce qu'il soit possible de surveiller efficacement l'emploi qui est fait de l'argent public. Ce n'est pas encore le cas partout, et ce manque de clarté explique en partie que la mise en place des plans de sauvetage se heurte à une certaine lassitude qui représente, à l'heure actuelle, un risque politique majeur ».

Pour être complets, les plans nationaux doivent donner aux déposants des garanties suffisantes et, aux créanciers, de réelles assurances sur le bon fonctionnement des marchés. Ces plans doivent aussi fournir de la liquidité et épauler la recapitalisation des banques, tout en les encourageant à comptabiliser effectivement leurs pertes. Ils doivent aussi promouvoir le retrait des actifs compromis des bilans des banques. Pour le FMI, l'expérience des crises antérieures montre que la recapitalisation et la comptabilisation des pertes sont des facteurs essentiels.

L'action doit être coordonnée à l'échelle mondiale et, si nécessaire, au niveau régional. La zone euro coordonne les mesures de portée régionale et le programme exhaustif lancé par le G-20 devrait contribuer à promouvoir la coordination au plan mondial. Dominique Strauss-Kahn a toutefois souligné qu'il s'agit là d'un domaine qui appelle des efforts constants et une coordination permanente.

La relance budgétaire, clé du redémarrage de la croissance

Autre priorité : stimuler la demande globale par la relance budgétaire face à ce qui apparaît maintenant comme un effondrement spectaculaire de la demande des consommateurs.

«Nous sommes face à une baisse sans précédent de la production, force est de reconnaître que de lourdes incertitudes limitent l'efficacité de certaines mesures de relance budgétaire et il faut s'attendre à ce que les effets d'une croissance négative se fassent sentir pendant quelques temps encore. Telles sont les raisons pour lesquelles nous prôtons des mesures de relance de grande envergure et diversifiées, étalées sur plus d'un ou deux trimestres», a dit M. Strauss-Kahn tout en admettant que tous les pays n'en ont pas les moyens.

Énonçant les conditions du succès de la relance budgétaire, il a ajouté que l'un des éléments essentiels est de maximiser l'effet multiplicateur des différentes mesures budgétaires. Celles-ci peuvent aller jusqu'à un appui aux secteurs en difficulté comme l'immobilier et la finance, les transferts aux ménages à faible revenu à travers l'accroissement des allocations-chômage, des avantages fiscaux aux salariés à faible revenu et l'augmentation des prestations en nature couvrant les besoins essentiels comme l'alimentation, et des dépenses affectées aux grands projets — en particulier ceux qui sont en cours ou dont la mise en œuvre peut être accélérée.

L'abaissement temporaire de l'IRPP et de la TVA n'est pas à exclure. Mais le FMI ne préconise pas de baisse de l'impôt sur les sociétés, les dividendes et les plus-values, ni d'incitations spéciales pour les entreprises. «Elles risquent de se révéler inefficaces et difficiles à inverser», a poursuivi M. Strauss-Kahn.

Appui financier aux pays frappés par la crise

Apporter un appui financier aux pays qui subissent des chocs afin d'en atténuer l'impact et d'accélérer leur redressement fait partie du rôle classique du FMI. M. Strauss-Kahn a souligné que le FMI a fourni rapidement un appui substantiel à la Hongrie, à l'Ukraine, au Pakistan et à l'Islande et que des interventions en faveur d'autres pays sont activement préparées.

« Nous suivons aussi attentivement les retombées du ralentissement mondial sur les pays membres à faible revenu et nous nous tenons prêts à leur fournir un soutien financier additionnel », a-t-il ajouté. Le Malawi et la République kirghize sont les deux premiers pays à faire appel à la facilité de prêt modifiée connue sous le nom [Facilité de protection contre les chocs exogènes](#), conçue pour aider les pays à faible revenu à gérer les situations d'urgence provoquées par des phénomènes qui échappent à leur contrôle. Selon des responsables du FMI, [plusieurs autres nations africaines](#) devraient leur emboîter le pas prochainement.

La révision de la FCE s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le FMI pour améliorer sa gamme de prêts. En octobre, il a annoncé le lancement d'un [nouveau dispositif de prêt à court terme](#) pour acheminer rapidement des fonds vers les pays émergents qui affichent de bons résultats mais ont besoin d'une aide urgente, pendant la crise financière actuelle, pour surmonter des problèmes temporaires de liquidité. Pour les autres pays membres où le cadre de l'action publique doit être renforcé, le FMI met à la disposition des autorités les [facilités de prêt classiques](#) couvrant de plus longues périodes, mais selon une procédure accélérée.

Le FMI a engagé un [réexamen de sa fonction de financement](#) dans les pays membres pour s'assurer qu'il dispose d'instruments adaptés à leurs besoins face à l'intensification et à la complexité croissante des mouvements financiers internationaux.

Le FMI a besoin de ressources supplémentaires

M. Strauss-Kahn a déclaré que, si la crise économique mondiale s'aggrave, le monde devra fournir beaucoup plus de liquidités aux pays touchés. Le FMI aurait alors besoin de ressources supplémentaires. « Pour le moment, nous avons assez de ressources, mais cela peut changer rapidement. L'engagement pris par les pays du G-20 de soutenir la capacité de prêt du FMI va dans le bon sens, de même que l'offre généreuse du Japon d'apporter 100 milliards de dollars pour accroître les ressources du FMI », a-t-il dit.

« J'invite instamment les autres pays qui disposent d'abondantes réserves à suivre l'exemple du Japon. Le moment est venu pour la communauté internationale de se rassembler et de donner au FMI des moyens de relever les défis nés de la crise financière. J'engage aussi les grandes économies avancées à cofinancer les prêts du FMI, directement ou en conjonction avec les programmes du Fonds. »

M. Strauss-Kahn a aussi évoqué les moyens d'éviter de nouvelles crises à l'avenir, en suggérant notamment d'améliorer la réglementation des marchés financiers, de chercher à mieux comprendre les liens entre l'économie réelle et les marchés financiers, et de créer des systèmes d'alerte pour détecter rapidement les problèmes dès qu'ils commencent à se profiler.

Les priorités de la réforme réglementaire sont présentées dans un article du numéro de décembre du magazine du FMI *Finances & développement*.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le Bulletin du FMI sur www.imf.org/imfsurvey.